

# PROPOS D'UN ARCHÉO...

## Sur la notion de classe:

A un moment où les plumitifs au service du grand capital affirment qu'il n'y aurait plus de «*classe ouvrière*» (et à qui les grèves récentes, les événements de Saint-Nazaire et ceux à venir risquent d'opposer un cinglant démenti), il n'est peut-être pas inutile de préciser ce que nous entendons par classe sociale.

On admet communément que l'appartenance à une classe est fonction de la place qu'on occupe dans les rapports sociaux de production - quelles que soient les «*idées*» qu'il professe, quelles que soient les idéologies auxquelles il adhère, celui qui vend sa force de travail appartient, qu'il le veuille ou non, à la classe ouvrière.

Mais si l'existence d'hommes ne pouvant, socialement et économiquement, survivre qu'en vendant leur force de travail est suffisante pour pouvoir affirmer l'existence d'une classe, elle ne suffit pas à constituer une classe, c'est-à-dire un groupe d'hommes conscients qu'ils ont des intérêts communs nécessitant, pour être défendus, un minimum d'organisation commune les conduisant à adhérer à une organisation syndicale qui est, n'en déplaise à certains, l'expression politique élémentaire de la classe ouvrière.

C'est ce que nos prédécesseurs exprimaient lorsqu'ils parlaient des «*travailleurs conscients et organisés*».

Et c'est pourquoi, et en dépit des objections de l'ami Marc Prévotel, je persiste à croire que le distinguo entre la classe en soi, c'est-à-dire existant «*indépendamment des erreurs, des illusions, des applications individuelles, et conformément à sa définition ou à l'idée commune qu'en ont les hommes...*», et la classe pour soi, c'est-à-dire l'existence d'une organisation de classe constituée pour peser sur le cours historique des événements, doit être maintenu.

Et c'est également pourquoi il ne me semble pas faux d'affirmer que «*les travailleurs se constituent en classe par l'organisation*». La contradiction n'est qu'apparente.

On pourrait ajouter que la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives constituait une sorte de reconnaissance officielle de l'existence d'une classe organisée face à l'Etat. De même que les fameux accords salariaux conclus entre l'Etat et les organisations de fonctionnaires, si vilipendés par les «*néo-socialistes*» de la CFDT, qui, outre les avantages arrachés par les fonctionnaires, désacralisaient l'Etat en établissant un distinguo entre l'Etat et l'Etat-patron. Et le fait que dès leur arrivée au pouvoir, les tenants du «*socialisme à la française*», autrement dit les néo-socialistes, se soient ingéniés à remettre en cause les dispositions de la loi sur les conventions collectives et aient purement et simplement supprimé les accords salariaux dans la fonction publique situe la place qu'ils occupent dans les rapports de classes.

Et Catherine Lalumière, qui, à n'en pas douter, n'a rigoureusement rien à voir avec la classe ouvrière, avait, de son point de vue (celui d'un valet du grand capital) tout à fait raison d'affirmer péremptoirement: «*L'Etat ne contracte pas, il décrète!*».

## Les amis de la Histadrout?

Nous avons, il y a quelques années, créé une association dénommée *Les Amis syndicalistes de la Histadrout*.

Il s'agissait alors d'affirmer notre solidarité avec les militants de la centrale israélienne.

Autrement dit, notre démarche s'inscrivait dans la tradition de l'internationalisme ouvrier.

Or voilà que se crée une association intitulée «*Les Amis de la Histadrout*» qui regrouperait des «*syndicalistes*», des politiques et... des entrepreneurs!

A dire vrai, cette association devrait plutôt s'intituler «*Les Amis de l'Etat d'Israël, de ses milieux d'Affaires et... de l'Etat français*» !

De plus, de par sa composition et ses objectifs, elle s'inscrit dans l'opération «*recomposition syndicale*».

Autrement dit, on peut considérer qu'elle est le résultat d'une immixtion des «*services*» israéliens dans la vie syndicale française, ce qui, toute considération nationaliste mise à part, est à proprement parler inadmissible.

On peut regretter que des confédéraux de la CGT-FO aient accepté de siéger à qualité dans les instances de cette association politico-syndicale. André Bergeron lui-même se serait fait piéger en acceptant de siéger dans le comité d'honneur (sic) de ce «*machin*».

Mais reconnaissons que cette opération peu ragoûtante a au moins le mérite de répondre à la campagne de ceux qui accusent Marc Blondel d'être «*l'homme du PS*» et de la reconstitution syndicale.

Il suffit de constater que Blondel fait partie des amis syndicalistes de la Histadrout alors que Claude Pitou, qu'on présente comme «*indépendant*», soutient les amis de l'Etat d'Israël abusivement nommés «*Les Amis de la Histadrout*», notamment en leur accordant un stand à la fête de FO.

A moins que certains confondent la Histadrout avec l'Etat d'Israël et le sionisme, comme on pourrait le comprendre à la lecture du texte suivant, qui évoque:

*«Le portrait de l'homme idéal produit de cette société: esprit pionnier, d'initiative et de responsabilité, de création et de fraternité, d'abnégation et de solidarité. Ces caractères, en dépit de l'évolution et des problèmes de la société israélienne, existent encore et forment le terreau et la spécificité de l'Etat sioniste».*

Cela étant, dans le bulletin d'information (avril-mai 1988) des «*Amis de la Histadrout*» en France, on peut notamment lire:

*«Le 22 février, «Les Amis de la Histadrout», en collaboration avec «ICOSI», ont tenu une conférence-débat à la Maison de l'Europe sur le thème: «La Histadrout et la société israélienne à l'heure présente.*

*La réunion avait été précédée d'un pot amical où tous les participants avaient pu échanger très librement avis et propos.*

*A la tribune, présidée par Itzhak Aviran, ministre plénipotentiaire de l'ambassade d'Israël, étaient présents et intervinrent:*

- Robert Pontillon, sénateur des Hauts-de-Seine,
- Albert Memmi, professeur à Paris X et écrivain,
- Roger Ascot, journaliste et écrivain,
- Arié Shapir, représentant du MAPAM et membre d'un kibboutz,
- Michel Rille, secrétaire de la fédération FO de la Métallurgie,
- Dani Rosolio, président de la «Hevrat Haovdim».

*Le débat était animé par notre ami Jean-Michel Rosenfeld.*

*Parmi les participants, on notait la présence, de, représentants des syndicats CFDT, FO; de la Mutualité française et l'ICOSI».*

On remarquera que Michel Rille n'hésite pas (en toute indépendance) à exciper «*son titre de secrétaire de la fédération FO de la métallurgie*».

On notera également la présence de «*représentants de la CFDT, de FO et de la Mutualité*».

On apprend également que «*plusieurs personnalités politiques étaient venues prêter leur concours à cette conférence*».

Enfin, dans une résolution, «*les Amis de la Histadrout*» affirment vouloir «*tirer des leçons de l'expérience israélienne pour la solution de problèmes qui préoccupent aujourd'hui la pensée sociale dans tout le monde libre*».

On peut être solidaire des syndicalistes de la Histadrout sans pour autant vouloir transposer leurs positions politiques... en France et... dans le monde libre!

Ou encore moins se faire les agents commerciaux des entreprises de la Histadrout comme l'indique la résolution suivante:

*«(...) Créer des cadres de jumelage et de parrainage (...) entre des hommes d'affaire et organismes économiques et les sociétés et entreprises de la Histadrout, pour la promotion du marketing de leurs produits et la coopération avec elles...».*

Enfin, il n'est pas interdit de s'interroger sur la volonté affirmée par «*Les Amis de la Histadrout*» de «*créer un fonds commun à la Histadrout et au Judaïsme de la Diaspora pour investir dans des projets économiques destinés aux régions de développement pour y créer des emplois et y améliorer la qualité de vie*».

Décidément, on est loin de la solidarité syndicale à l'égard des militants de la Histadrout!

### **Le CCN de FO et l'institution scolaire:**

*«L'art de former des hommes est, en tout pays, si étroitement lié à la forme du gouvernement qu'il n'est peut-être pas possible de faire aucun changement considérable dans l'éducation publique, sans en faire dans la constitution même des Etats».* Helvetius (1757).

A propos du dernier CCN de la CGT-FO qui s'est tenu à Rennes les 15 et 16 juin dernier, *Gestion Sociale*, décidément bien informé, relève: «*Le poids de la majorité silencieuse dans l'organisation réformiste: pour la première fois depuis longtemps, de nombreux représentants de la «majorité silencieuse» de Force Ouvrière sont intervenus pour soutenir la ligne traditionnelle de l'organisation, face aux tenants du «maximalisme».*».

Précisons que «*les tenants du maximalisme*» sont ceux qui, à FO, refusent le «*partenariat gouvernement-syndicat*» et veulent maintenir l'indépendance de la CGT-FO.

Il est exact qu'à Rennes, ils se sont trouvés face à une fraction organisée de militants divers mais se réclamant, peu ou prou, du «*modernisme*», c'est-à-dire du «*catholicisme social*».

Dans ces conditions, pas étonnant que cette «minorité» qui se veut agissante ait choisi comme terrain de combat l'opposition à toute allusion au rôle de la CGT-FO et de ses organisations dans le secteur de l'enseignement, qu'apparemment ils réservent à la FEN et au SGEN-CFDT.

Malgré tout, et aux termes de discussions plutôt âpres, elle a dû se résoudre à voir figurer dans la résolution finale votée à l'unanimité, c'est-à-dire par la majorité (silencieuse ou non) le paragraphe suivant:

*«Concernant l'enseignement, le CCN estime que l'école, au même titre que la protection sociale, le pouvoir d'achat, l'emploi, fait partie des préoccupations premières de la CGT-Force Ouvrière. Défendre les salariés c'est d'abord agir pour qu'ils acquièrent dans leur jeunesse les connaissances et les aptitudes nécessaires pour tenir leur place dans un monde professionnel de plus en plus exigeant et dans tous les actes de la société.*

*Le CCN confirme la volonté de la Confédération de développer le syndicalisme FO dans l'enseignement.*

*Le CCN de la CGT-Force Ouvrière considère qu'il faut s'en tenir à la vocation de l'école: instruire les jeunes et les amener au meilleur niveau de connaissances qu'ils sont capables d'atteindre, sans se substituer aux familles auxquelles appartient l'éducation de leurs enfants».*

Tout est bien qui finit bien!

### **Une lettre de Roger Adiveze:**

Roger Adiveze, secrétaire de l'UD-FO de l'Aude et qui, dans les CCN de la CGT-FO, se fait régulièrement le porte-parole des positions du PS, a au moins le mérite de la franchise.

Voici ce qu'il écrit à Liaisons Sociales :

*«Roger Adiveze souligne d'abord dans sa lettre qu'il est «tout a fait inexact» de parler de «corps d'élite RPR» dans FO: «Si vous connaissiez bien notre famille syndicale, vous sauriez qu'il n'y a parmi les secrétaires d'UD pratiquement aucun secrétaire d'UD RPR, alors que la grande majorité est d'obéissance socia-*

liste non déguisée».

Pour le secrétaire général de l'UD-FO de l'Aude, il n'y a pas non plus de «maximalisme» à Force Ouvrière pas plus que de «majorité silencieuse»: «Il y a régulièrement des camarades qui s'expriment lors des CCN - parfois avec force -, c'est mon cas car si je considère que les minorités peuvent jouer un rôle, elles ne peuvent prétend peser de façon déterminante en quoi que ce soit - elle le savent bien -, et pour ma part, je me charge de le leur dire (Hébert... notamment)». Selon lui, il est également «faux» que «Marc Blondel joue plutôt une ligne de gauche»: «Marc Blondel est candidat, comme Claude Pitous, il a ses partisans qui ne se détermineront en aucun cas selon leur appartenance ou leur affinité politique. Vous seriez d'ailleurs très étonné je vous disais que nombreux sont les secrétaires d'UD, socialistes, bien connus de l'organisation, qui ont porté leur choix sur Claude Pitous».

Conclusion de Roger Adiveze: «A Force Ouvrière, tout est beaucoup plus simple que vos commentaires ne semblent l'indiquer - il y a certes comme toujours en pareille période, quelques turbulences -, qui, croyez-moi, ne porteront nullement atteinte à l'Unité et à la Cohésion de l'organisation à laquelle nous sommes tous très attachés».

Peut-être conviendrait-il de rappeler à l'Ami Adiveze la formule de Robert Bothereau: «A FO, il y a des minoritaires mais pas de minorités» (1).

Personnellement, il m'est certes arrivé d'être «minoritaire» sur tel ou tel problème mais j'ai conscience d'avoir été beaucoup plus souvent majoritaire, notamment à propos de l'indépendance du mouvement syndical qui, aujourd'hui comme hier, demeure le problème central.

Pour autant, je ne me sens lié à aucune «minorité».

Pas même celle qui, semble-t-il, s'est organisée lors du dernier CCN pour défendre au sein de la CGT-FO, les positions de la FEN et de la CFDT, ce qui, Roger Adiveze en conviendra, ne pourrait que nuire à l'unité et à la cohésion de l'organisation à laquelle lui et moi, en dépit de nos divergences, sommes attachés.

**Alexandre HÉBERT.**

-----

(1) Cela étant, nous ne manquons pas d'être inquiets lorsqu'on lit dans *Le Nouvel Economiste* du 24 juin 1988: «A Force Ouvrière, le ton se durcit dans la course à la succession de M. André Bergeron, qui interviendra à la fin de l'année. Le favori, M. Claude Pitous, aurait fait savoir qu'en cas de victoire il ne reconduirait pas dans ses fonctions son challenger, M. Marc Blondel actuellement responsable du secteur économique à la confédération. Après les menaces sur le détachement de Tournafol, nous en sommes aux menaces sur les affectations confédérales. Qui excluent qui?...». Qu'est-ce à dire?